

Lettre du Cercle Condorcet

www.cercle-condorcet-de-paris.fr

de Paris

La fin d'une époque?

Sommaire

Edito

par **Jean-Pierre Pagé**
coprésident du Cercle **p. 1**

Plénière

**L'Ukraine : lieu névralgique
de la relation entre
l'Union européenne et la Russie**
par **Bernard Guetta**
journaliste **p. 2**

La Tunisie, trois ans après le printemps arabe

par **Kamel Jendoubi**
Président de l'Isie (Instance
supérieure indépendante
pour les élections) **p. 4**

L'Europe après les élections : analyse, évolution des institu- tions, perspectives

par **Henri Weber**
Membre du Parti socialiste,
chargé des
affaires européennes **p. 6**

Tribune libre

Comprendre et Agir
par **Michel Cabirol**
coprésident du Cercle **p. 8**

Après de longues années caractérisées par de pseudo-équilibres qui se sont révélés précaires, tout d'un coup notre époque bascule et se trouve confrontée à trois défis majeurs. Deux d'entre eux se situent dans la région du monde où nous vivons et le troisième dans cette zone aux contours flous que l'on appelle le Moyen-Orient.

Le premier défi nous concerne directement. Il s'agit de ce que l'on peut encore appeler la « construction européenne », toujours en chantier, jamais achevée. Notre pays n'en finit pas d'être pris en tenailles entre les partisans d'une politique d'austérité dont les méfaits, qui rappellent les pires errements des années 30, sont de plus en plus durement ressentis et dénoncés, et les nostalgiques d'un destin plus humain et social, celui des Trente Glorieuses, dont les esprits qui se veulent « éclairés » se plaisent à dénoncer le caractère caduc. Henri Weber, qui se veut résolument optimiste, en même temps que réaliste, explique comment, au-delà des résultats consternants des élections européennes avec la montée des populismes, on peut encore raisonnablement parier sur un ressaisissement de nos élites européennes.

Le second a trait, bien sûr, à l'ébranlement – que l'on peut espérer passer – de la croyance en la coexistence pacifique des blocs autrefois antagonistes de l'est et de l'ouest de l'Europe. L'Ukraine en est le centre névralgique. On ne peut qu'être terrifié devant l'accumulation des malentendus, des erreurs d'appréciation géopolitiques commises aussi, et peut-être surtout, dans le monde occidental, qui ont conduit au déchaînement des violences inutiles auxquelles nous assistons. Bernard Guetta, en anticipant les suites avec pertinence, nous a décrit les enchaînements qui en sont la cause.

Enfin, comment ne pas évoquer l'explosion de violences et d'atrocités qui fait littéralement exploser le kaléidoscope mis en place au lendemain de la Première Guerre mondiale au Moyen-Orient, avec toutes les conséquences désastreuses et le regain du recours à la force auquel sont contraints les plus paisibles de nos dirigeants, même quand ils avaient promis d'y renoncer. Par comparaison, la scène tunisienne qu'a décrite Kamel Jendoubi, avec la connaissance approfondie qu'il en a, apparaît un oasis de calme et de raison.

En complément de ces textes, le lecteur trouvera une tribune libre, *Comprendre et Agir*, de Michel Cabirol, coprésident du Cercle.

Jean-Pierre Pagé, coprésident

Prévu de longue date, l'exposé de Bernard Guetta, éditorialiste et spécialiste de géopolitique, devant la plénière du Cercle, a revêtu une acuité particulière au lendemain de l'occupation de la Crimée par les troupes russes et pro-russes et à la veille du référendum contesté sur son rattachement à la Fédération de Russie.

Même si six mois se sont écoulés depuis lors, en raison de son caractère prémonitoire et de la pertinence de son analyse, nous avons choisi de le publier ci-dessous.

La situation présente

Dans ce conflit, aucune des capitales, au moins occidentales, ne semble prendre son parti d'une rupture irréversible, entre, d'une part, la Fédération de Russie et, de l'autre les États-Unis et l'Union européenne. MM. Kerry et Lavrov se verront à Londres en fin de semaine. François Hollande, c'est un signe, enverra la semaine prochaine ses ministres des Affaires étrangères et de la Défense à Moscou après le référendum organisé en Crimée. Il y a toujours pour volonté de chercher un compromis. Les portes n'ont pas été fermées, mais cela reste peu probable.

Nous sommes dans une situation dans laquelle Vladimir Poutine ne peut plus reculer. La sagesse, au point où nous en sommes, serait qu'il empêche une victoire politique et qu'en homme sage, il appelle à négocier une formule de transition qui respecterait la volonté du reste de l'Ukraine et la légalité internationale. Les Occidentaux ont pris soin de dire que pour eux, la ligne rouge n'était pas, en effet, l'organisation du référendum, car ils le considèrent comme illégal – ce qu'il est – et d'avance non avenu – ce qu'il ne sera pas – mais l'intégration de la Crimée à la Fédération de Russie. Il pourrait y avoir un espace entre ces deux événements.

Pour autant, l'opinion russe est aujourd'hui chauffée à blanc. Il y a un phénomène Alsace-Lorraine entre 1870 et 1914. L'opinion subit une propagande ahurissante dans la plupart des médias russes. Tel responsable russe, généralement modéré, d'une organisation participant aux relations commerciales entre la France et la Russie n'a t-il pas présenté cette semaine encore l'Ukraine comme terrorisée par des «hordes nazies déchaînées tuant, pillant et pogromant», ce qui, bien évidemment, n'est pas le cas.

Alors que sa popularité était décroissante, y compris dans les zones rurales, Vladimir Poutine se trouve applaudi et remercié finalement de laver l'honneur russe, de défendre spectaculairement Russes et russophones que la propagande présente comme menacés, y compris

dans leur intégrité physique. Pour de nombreux Russes, et même les plus européens et les plus libéraux d'entre eux pour qui la chute du régime soviétique était souhaitée, le ressentiment issu de la perte de l'entité géographique que représentait l'URSS qui, à quelques détails près, était celle de l'empire tsariste, est resté vif. Cette union avait créé un continuum culturel et linguistique important qui ne se résumait pas seulement au fait colonial ou, tout du moins, à une extension géographique.

Pour de nombreux Russes, la Crimée était, par certains côtés, leur «Côte d'Azur» et Vladimir Poutine joue donc sur du velours. Il est redevenu le héros national qu'il était sous son premier mandat. Il ne va pas abandonner cet avantage. La Douma est convoquée le 21 mars, non pas pour le rattachement d'un pays, mais pour le rattachement d'un territoire étranger à la Fédération de Russie. Il ne reculera pas et les choses vont aller très vite.

Les autorités occidentales ne lâcheront pas non plus. Elles ne vont pas, certes, envoyer des troupes en Russie, ni même en Crimée. D'ailleurs, l'Ukraine ne le fera pas elle-même. Pour autant, quand les Occidentaux martèlent qu'il y aura des sanctions s'il y a

annexion de la Crimée, ils sont sérieux [sanctions matérialisées aujourd'hui, ndlr].

Les Occidentaux prendront des sanctions graduelles pour laisser une chance à la diplomatie et parce qu'ils en ont besoin. L'Allemagne et la Bulgarie, notamment, sont fortement dépendantes du gaz russe. Les États-Unis et l'Union européenne ont beaucoup investi en Russie, et la France n'est pas à l'abri de nationalisations-punitions. La Russie ne bloquera certainement pas les exportations de gaz qui représentent une part importante de ses rentrées en devises fortes, mais fera sans doute pression sur les grandes entreprises étrangères et pourrait subir assez fortement les mesures de rétorsion des Occidentaux en accroissant ses difficultés économiques et commerciales.

Pour autant, les responsables occidentaux réfléchissent déjà à une réorganisation de leurs approvisionnements énergétiques et d'autres producteurs de gaz pourraient prendre le relais. En prenant cette voie, nous allons, et

Bernard Guetta¹

L'Ukraine : lieu névralgique de la relation entre l'Union européenne et la Russie

1. Journaliste, spécialiste de géopolitique.

c'est le but, accentuer les difficultés économiques de la Russie qui sont déjà grandissantes. Par ailleurs, les milieux financiers pourraient d'autant plus facilement lâcher Vladimir Poutine que la croissance annuelle russe est désormais tombée à 1,5 % l'année dernière et que ce pays est pourri par la corruption. Il n'y a pas de douanes fiables. Il n'y a pas de justice fiable et les investissements dans les infrastructures sont devenus inexistantes.

Quant à l'effet de ces sanctions, plusieurs écoles semblent se dégager. Certains pensent que la réduction du nombre des produits disponibles dans les magasins renforcera notamment l'opposition, même si elle est aujourd'hui interdite de s'exprimer, et que pour les Russes les plus riches, Vladimir Poutine pourrait être un embarras, alors que ce dernier tient son pouvoir, d'une part, de l'appareil répressif, et de l'autre de la finance.

Une autre hypothèse est que la Russie se retrouve dans les mains de la Chine qui a d'importants besoins de matières premières et pourrait profiter de la continuité territoriale pour capter le marché. Ce ne serait certainement pas à l'avantage de la Russie, d'autant plus qu'une grande partie de la Sibérie est déjà colonisée par les marchands chinois.

D'un autre côté, un rapprochement sino-russe ne serait pas sans conséquence sur le plan international, notamment en matière de sécurité.

Les circonstances pourraient néanmoins s'aggraver si Vladimir Poutine, poussé par ses éléments les plus extrémistes, s'immisçait désormais d'une façon similaire dans les autres régions de l'est de l'Ukraine, et il n'est pas exclu que des éléments pro-russes commencent à s'agiter dès les prochains jours dans les régions orientales de ce pays. Ce serait là l'entrée dans des zones véritablement inquiétantes.

Les racines historiques

L'origine de ces événements est à rechercher principalement dans l'effondrement, puis dans l'éclatement de l'Union soviétique.

Quand les démocraties populaires recouvrent leur liberté, Mikhaïl Gorbatchev laisse faire, sans même faire des gesticulations militaires pour impressionner, mais ceci dans le cadre d'un gentleman agreement : l'Alliance atlantique ne devait pas en profiter pour étendre ses frontières. Les Occidentaux n'ont pas respecté cet engagement. Tous ces pays sont entrés dans l'Otan avant même d'entrer dans l'Union européenne, et cela n'a pas été oublié. M. Brezinski a eu de nombreux arguments pour procéder ainsi. Ces pays le voulaient certes, et il aurait été difficile de le leur refuser, mais cela a constitué sans nul doute une première faute des Occidentaux vis-à-vis de la Russie et de Mikhaïl Gorbatchev.

Notre deuxième faute, plus grave encore, a probablement été d'encourager la politique dite thérapie de choc qui a conduit à privatiser en dix-huit mois l'essentiel de l'économie ex-soviétique. Il n'y avait pas en effet de

capitaux privés et la privatisation s'est transformée de ce fait en un partage quasi maffieux et familial du gâteau moyennant rétribution. À tout ceci, il faudrait ajouter encore le fait que la diplomatie russe devait s'aligner sur la diplomatie des États-Unis et la manipulation des élections lorsqu'il s'est agi de faire réélire Boris Eltsine.

Quand la crise économique est survenue, il a fallu secourir Boris Eltsine en le remplaçant au plus vite par un homme important du Kremlin, Vladimir Poutine, qui allait « faire rendre gorge aux voleurs ». Vladimir Poutine a changé une petite partie des voleurs et a maintenu le système de corruption généralisée, d'où la baisse de popularité que cette affaire lui donne l'opportunité de compenser.

Nos torts politiques vis-à-vis de la Russie sont importants. Notre crédit moral n'est pas fameux. Nous n'avons pas accepté la proposition de Maison commune européenne de Mikhaïl Gorbatchev, de ne

Certains pensent que la réduction du nombre de produits disponibles dans les magasins renforcera notamment l'opposition, même si elle est aujourd'hui interdite de s'exprimer

pas soutenir comme dit l'opposant Alexeï Navalny « le parti des voleurs et des escrocs ». L'Union européenne aurait pu s'orienter davantage vers un accord de sécurité continental entre les deux piliers du continent Europe. Elle ne l'a pas fait, y compris après les premiers événements en Ukraine, avec les contre-coups de la révolution orange, alors qu'à l'exception des trois pays baltes qui sont entrés dans l'UE, rien n'était résolu.

Il aurait fallu aider ces pays à devenir un pont entre l'UE et la Fédération de Russie. L'Ukraine aurait pu devenir un pays militairement neutre, y compris s'il était entré dans l'UE. Nous aurions eu tout à y gagner, éviter cette crise qui est quand-même très hasardeuse. Pourquoi ne l'avons-nous pas fait ?

Il s'agit pour partie d'une succession d'occasions manquées, d'habitudes de penser la guerre plutôt que la paix de demain. Cette crise n'est donc pas terminée. ■

Bernard Guetta

Militant associatif engagé pour le respect des droits de l'homme et la défense des libertés démocratiques en Tunisie et dans le monde arabe, Kamel Jendoubi, l'un des principaux opposants à M. Ben Ali interdit de se rendre en Tunisie pendant près de dix-sept ans, a été chargé après la révolution de diriger la réalisation des élections du 23 octobre 2011. En fin observateur de la vie politique tunisienne, il décrit successivement lors de cette séance plénière du Cercle la situation dans ce pays, les changements constitutionnels en cours ainsi que les principaux défis que son pays devra affronter dans les prochains mois.

La situation en Tunisie depuis le 14 janvier 2011

Les événements de 2011, inattendus, ont provoqué un bouleversement en faveur des droits de l'homme et de la démocratie en Tunisie. Les élections du 23 octobre 2011 puis, deux ans après, l'adoption d'une nouvelle constitution, ont constitué la seconde phase de la transition démocratique.

L'assassinat de Chokri Belaïd, opposant de gauche connu pour son engagement fort pour les questions sociales et pour la lutte contre l'intégrisme islamiste, au mois de février 2013, a engendré de profonds changements. Un deuxième assassinat, celui de Mohamed Brahmi, le 25 juillet de cette même année, a fait sombrer le pays dans une profonde crise d'instabilité politique marquée par la violence des groupes islamistes. Des manifestations sans précédent ont entraîné la chute du gouvernement et la constitution d'un front de salut national positionné principalement contre les islamistes. Ce large front va de l'extrême gauche à Nida Tounes; il regroupe aussi d'anciens RCD, parti de M. Ben Ali, ainsi que des syndicalistes, et fait de la société civile une force régulatrice.

Un quartet composé de la centrale syndicale UGTT, de membres de l'organisation patronale, de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'homme et d'avocats anime par ailleurs le dialogue national.

C'est la constitution conjuguée du Front de salut national et de ce quartet qui a permis la sortie de crise après les assassinats de Chokri Belaïd et de Mohamed Brahmi. Celle-ci a donné lieu simultanément à trois processus, l'un gouvernemental, un deuxième constitutionnel et un troisième, électoral.

La question de la légitimité de la nomination d'un nouveau gouvernement dit de compétences était posée, car le précédent gouvernement, fondé par la

troïka, avait été élu. La troïka a cédé mais, en quittant le gouvernement, ses membres n'ont pas quitté le pouvoir facilement, alors qu'ils avaient été élus pour une durée limitée, d'où les difficultés.

Une nouvelle constitution a vu le jour le 27 janvier de cette année et le processus électoral est en cours avec la mise en place d'une instance électorale permanente et non plus ponctuelle, ainsi que l'adoption d'une nouvelle loi électorale il y a quelques semaines.

Le pays entre donc dans une troisième phase : une phase de transition, avec des élections prévues à la fin de l'année et donc un processus électoral qui pourrait s'étendre sur deux années, entre les présidentielles, les législatives et, éventuellement, les élections locales. Et ce n'est pas simple, vu les urgences en matière de politique économique et sociale.

Kamel Jendoubi La Tunisie, trois ans après le printemps arabe

*Président de l'Isie (Instance supérieure
indépendante pour les élections),
Membre du Réseau euro-méditerranéen
des Droits de l'homme*

Le point de vue constitutionnel *Retour sur ce qui a été fait.*

La nouvelle constitution, celle de la Seconde République tunisienne, après celle de juin 1959

mise en place par le parti de M. Bourguiba, a tenu compte du lien toujours important en Tunisie entre gouvernants et gouvernés. Elle a rencontré un grand engouement par ceux qui l'ont votée, mais aussi un soutien inattendu dans la presse et par l'opinion internationale malgré quelques réserves chez les puristes et son rejet en bloc par les forces fondamentalistes non républicaines.

Le choix démocratique de son écriture par les élus du peuple, très différent de celui des autres pays arabes n'était pas sans risques. Marqué par une société soucieuse de ses droits notamment en matière d'égalité homme-femme, d'éducation ou de nomination des magistrats, il pouvait conduire de facto à un régime d'assemblée, de partis.

Ce texte est donc le marqueur d'une société qui a contraint l'ensemble de la classe politique à agir. Il est le produit d'une société dans sa globalité.

Quelles sont les principales caractéristiques de cette nouvelle constitution mise en place par un comité de consensus ? Que peut-on craindre ?

La loi ne peut plus modifier la constitution. L'Assemblée nationale ne peut-être dissoute. Il subsiste aussi certaines contradictions issues du consensus. L'article I par exemple, fait de l'islam la religion du pays, ce qui peut être source d'ambiguïté, comme celle de l'universalité des droits de l'homme, mais prend aussi acte de l'abandon de l'application de la charia et l'article II confirme le caractère civil de l'État et, tout comme l'article I, cet article n'est pas modifiable.

Ce texte constitue une avancée indéniable par rapport au droit tunisien en évoquant la liberté de conscience, l'interdiction de la torture, le droit à un procès équitable et les libertés académiques et ouvre même certains droits dits de 3^e ou 4^e génération, comme le droit de l'environnement, des handicapés, du sport...

Il subsiste aussi certaines omissions comme l'enracinement méditerranéen millénaire de ce pays. Des omissions quant à la libre initiative économique, à la répartition des rôles entre le chef de gouvernement et le président désormais marginalisé.

Les défis

Les trois principaux défis sont les élections, le gouvernement et le dialogue national.

Une commission constitutionnelle va être mise en place, mais le débat n'est pas terminé en ce qui concerne les élections prévues d'ici fin 2014. Les partis politiques sont très divisés. Ennahda souhaite en priorité la tenue des élections législatives alors que les autres partis politiques souhaitent en premier lieu des élections présidentielles. Les élections auront donc peut-être lieu simultanément. Le succès de ces dernières est tributaire d'un besoin de confiance, de légitimité et d'indépendance. Or, indépendamment de la qualité de ses membres, la commission n'offre pas toutes ces garanties, et le mode de scrutin, construit sur le modèle de celui d'octobre 2011 pour l'assemblée constituante, ne permet pas la désignation d'une majorité claire.

Le défi gouvernemental tient à l'absence de pouvoir du gouvernement, qui n'a aucun soutien politique des partis et des relais sociaux. Il s'agit d'un gouvernement de compétences qui a pour principales priorités la sécurité, la lutte contre le terrorisme et la violence de groupe au lieu d'œuvrer pour le rétablissement de l'autorité de l'État, et ce alors qu'on retourne à des anciennes pratiques, car, sous couvert de lutte contre le terrorisme, on torture aujourd'hui en Tunisie et l'on revient à des procès montés de toutes pièces tels qu'en 2011. Enfin, cer-

tains domaines importants sont encore insuffisamment traités, tel le financement public des partis politiques ou l'absence totale de médias indépendants.

Au niveau économique, il est certes prévu d'entamer un dialogue économique, mais le temps presse car il faut d'urgence sortir de la spirale de l'endettement.

Concernant le dialogue national, la méthode est essentiellement tunisienne et donc peu transposable. Elle a pour base principale le poids important de la société civile et du syndicalisme, qui, au delà de la lutte

Le défi gouvernemental tient à l'absence de pouvoir du gouvernement, qui n'a aucun soutien politique des partis et des relais sociaux

pour les droits syndicaux, représente la défense des droits sociaux. Ceci conduit à un dialogue patronat-syndicats qui pèse sur les partis politiques pour trouver des solutions, aboutissant le plus souvent à un consensus.

Qui cela sert-il le plus ? Et pourquoi alors fait-on des élections ?

Il y a certes un scénario d'accord possible entre Nida Tounes et Ennahda sur la base d'intérêts bien compris de ce dernier de se fondre dans un paysage politique géographiquement peu favorable aux frères musulmans. Pour autant, on ne peut orienter la transition démocratique tunisienne vers l'avenir sans intégrer une partie de l'ancien système, et ce alors qu'Ennahda a toujours déclaré vouloir partager le pouvoir.

La réponse à certaines questions est néanmoins urgente :

- Qu'en est-il de la conception de l'État, du pouvoir ?
- Quelle analyse et quel engagement vis-à-vis de la société ?
- Quel est le rapport du pays à son environnement ?
- Les droits nouveaux sont-ils réservés seulement aux Tunisiens et Tunisiennes, aux hommes ou aux femmes et à l'ensemble des citoyens ?

Le flou issu du consensus pourrait permettre certes d'escamoter les différences, mais risque aussi d'avoir pour conséquences de priver les Tunisiens de voter pour un projet économique et politique clair et de n'avoir à se prononcer que sur des critères autres tels que la moralité et la religion, très différents de ceux pour lesquels ils auront lutté. ■

Kamel Jendoubi

Le thème de l'Europe a donné lieu à de nombreux débats au sein du Cercle, notamment lors du référendum sur la Constitution européenne. À l'issue de ces derniers, l'ensemble des participants ont souhaité approfondir davantage encore les raisons objectives de la situation de l'Union européenne en posant une question simple à Henri Weber, longtemps député européen et éminent analyste de la vie politique française : « Comment en est-on arrivé là ? »

Les causes superficielles

Nous examinerons plus en détail les raisons profondes de la désaffection de l'Union européenne, mais, auparavant, consacrons quelques instants à ses causes superficielles.

L'une des premières raisons est le niveau de désinformation sur l'Union européenne. Nous nous en rendons compte surtout lorsque nous travaillons sur place, car, en ce domaine, l'ignorance et le désintérêt des Français – c'est moins vrai pour l'Allemagne – est abyssal, non seulement pour les citoyens, mais aussi pour le personnel politique, y compris dans les états-majors des partis, et ce alors même que se produisent des événements importants, voire très importants.

Qui a en effet en tête les événements qui se sont déroulés au cours des cinq années de la dernière mandature tels que l'engagement illimité de la Banque centrale européenne de prendre de la dette d'États ? L'élargissement du domaine de compétence de la BCE a pourtant été spectaculaire. Il a permis de casser net la spéculation contre l'euro, au moins provisoirement, et apparemment durablement. Il en est de même de l'union bancaire et d'autres sujets encore.

A l'inverse, les fausses informations qui ont circulé sur le futur traité transatlantique, dont la négociation a tout juste débuté, et plus particulièrement sur la sécurité alimentaire et le pré-tendu poulet lavé à l'eau de Javel, ont été relayées par tous les canaux habituels, y compris par les écologistes et, moins étonnamment sans doute, par le Front national. Qui a mentionné que le Parlement européen avait déjà voté un mandat spécifique pour interdire cela ?

En fait, la thématique de l'Europe sert le plus souvent de bouc émissaire au personnel politique local et peu nombreux sont ceux qui peuvent savoir, dans ce cas, ce qui a réellement été réalisé.

Les raisons principales

L'Europe a réussi sa première mission, à savoir instaurer partout la démocratie et unifier sous un état de droit un continent déchiré pendant des siècles par les

guerres ; juguler l'inflation et éradiquer les dictatures, ce qui constitue un exploit historique sans précédent.

L'Europe est un modèle en terme de respect des droits de l'homme, d'égalité entre les sexes et en matière de protection sociale. Ceux, nombreux, qui veulent y entrer le savent tous, mais ceux qui en font déjà partie considèrent que tout cela est déjà acquis de longue date et ne mérite pas qu'on en parle.

Mais l'Europe n'a pas réussi sa seconde promesse économique et sociale : la prospérité pour tous. L'Europe, depuis quelques années est la lanterne rouge de la croissance mondiale. C'est un ensemble économique à croissance molle et au chômage élevé, accompagné d'une régression, d'un détricotage, qui n'en est qu'au début pour l'instant, de toute une série de conquêtes sociales.

Qui plus est, nous allons progressivement vers la déflation. Les classes populaires, et désormais une partie des classes moyennes, en veulent aux autorités européennes pour ce piètre résultat.

Ainsi, la « fabuleuse » Allemagne a réduit l'indemnisation du chômage de 32 à 12 mois. Nous sommes actuellement en quasi-stagnation, pour ne pas dire proches de la récession, et la déflation menace. Il est de

fait très difficile, notamment pour les salariés modestes, de considérer que c'est un grand progrès. Cette seconde promesse de l'Europe n'a pas été tenue.

La troisième raison, c'est probablement que l'Europe est une entité qui agit lentement, laborieusement. L'Europe est une démocratie qui regroupe à la fois 380 millions de citoyens actifs, 500 millions d'humains si l'on inclut les grabataires et les enfants et, en même temps, vingt-huit États-nations jaloux de leurs prérogatives, fonctionnant avec la règle de l'unanimité en ordo-libéralisme. L'ordo-libéralisme, c'est le fonctionnement par la règle que l'on s'est fixée ensemble, mais l'obéissance à la règle commune est aussi la négation du politique. A l'inverse, le politique, c'est la capacité d'agir face à toute situation. L'Union européenne en est quasiment dans l'incapacité.

La nature ayant horreur du vide, chaque pays a utilisé, face à la mondialisation, des stratégies non-coopératives.

Henri Weber L'Europe après les élections : analyse, évolution des institutions, perspectives

*Membre du Parti socialiste,
Chargé des affaires européennes*

À titre d'exemple, les Allemands ont développé avec succès une stratégie mercantiliste, en utilisant leur capacité à faire accepter un traitement peu social tant par les partis politiques (en particulier le SPD) que par les organisations syndicales, pour une cause nationale. Le coût politique en a été plus qu'important pour le SPD qui est passé de 40 à 23 % des voix et ne s'en est pas encore remis. Les Britanniques ont eu, sous Tony Blair, une autre stratégie. Les Espagnols et les Français une autre encore, tous œuvrant, la plupart du temps de façon contradictoire. Telle est probablement l'origine du fort taux d'abstention aux élections européennes, du vote hostile et de la montée (toutefois limitée à certains pays), du vote xénophobe.

Quant à la configuration globale du Parlement européen après les élections, elle est assez proche de ce qu'elle était avant. Certes, les conservateurs et les libéraux ont perdu près de 70 sièges. Il n'y aura donc pas de majorité claire, les rôles seront de nouveau partagés.

Les sociaux-démocrates ont tenté pour la première fois d'europaniser la campagne électorale, mais le scrutin est resté profondément marqué par les enjeux nationaux. En France, la campagne électorale aura duré au plus une quinzaine de jours.

Nous, sociaux-démocrates, avons pourtant tenté de politiser la campagne en expliquant que le vote pouvait conduire à la nomination d'un nouveau président de la Commission et lui donner une majorité suffisante pour promouvoir une nouvelle croissance, compatible avec la transition écologique, sans laquelle il n'y aurait ni investissement ni progrès social, ni le développement de grands programmes concernant l'énergie, le haut débit, les mobilités propres, l'industrie, la génétique, la défense et l'agriculture multi-fonctionnelle que nous avons étudiés et préparés spécifiquement.

En France, la volonté de sanctionner le pouvoir a prévalu. Au niveau européen, aucune tête de liste n'a obtenu la majorité. Jean-Claude Juncker devrait être désigné, soutenu y compris par François Hollande, mais l'essentiel n'est pas là. L'essentiel, c'est de savoir si l'Union européenne va être capable de mettre en place une politique différente. Nous, socialistes, disons qu'une politique d'austérité généralisée, sacralisée, imposant une réduction des déficits dans des délais très courts et réduire le plus vite possible le coût du travail, ne peut mener qu'à une récession générale en Europe. En face de nous, la majorité conservatrice libérale dit l'inverse, à savoir qu'il faut revenir à l'équilibre le plus vite possible et faire les réformes structurelles, entraînant une reprise par le retour de la confiance et, par ce biais, des investissements étrangers.

Nous préconisons pour notre part une stratégie différenciée. Les pays du Nord, pas seulement l'Allemagne, se portent beaucoup mieux que les pays de l'Europe du Sud mais, au total, la balance commerciale de l'Europe est très excédentaire. Plus excédentaire que celle de la Chine. Les pays d'Europe du Nord peuvent donc tirer

l'ensemble vers le haut en relançant leur consommation populaire et les pays du Sud (dont la France), fortement endettés, doivent s'engager sur une trajectoire de retour à l'équilibre, mais en prenant le temps nécessaire.

La France s'est engagée sur cette voie, mais le coût politique est très important. Pour l'ensemble de l'Europe cette fois, nous avons préconisé une relance par l'investissement avec un plan à hauteur de 1 500 milliards d'euros à l'échéance de 2020, alimenté par des capitaux le plus souvent privés, mais initiés avec des capitaux publics. Les faits nous ont donné raison. La politique de nos opposants a engendré une très forte baisse de l'activité économique également en Allemagne. La croissance de ce pays est tombée ces derniers mois à des niveaux très bas. Le pays a dû rallumer le moteur de la consommation. La mise en place d'un salaire minimum, à l'initiative du SPD, va concerner près de 7 millions de personnes, dont 4 millions gagnent aujourd'hui moins de quatre euros de l'heure.

Le second, vecteur important susceptible de rendre l'Europe attrayante pour ses concitoyens, serait la négociation d'un traité social européen incluant notam-

En France, la volonté de sanctionner le pouvoir a prévalu.

ment un volet de lutte contre le chômage des jeunes, des moyens de lutte contre l'évasion fiscale, la mise en place d'un salaire minimum européen en fonction des pays, ainsi que la démocratisation de l'Union européenne dont le fonctionnement est trop souvent opaque, alors que les décisions prises nous touchent désormais de plus en plus dans notre propre quotidien.

Un autre débat semble indispensable quant à la construction européenne pour aller, soit vers le Fédéralisme, soit vers une Fédération des Etats-Nations. Une approche conceptuelle correcte de la construction de l'Union européenne fait défaut, qui passerait par un nouvel élargissement du rôle du Parlement européen et qui lui accorderait notamment le droit d'initiative politique, par une réforme en profondeur de la Commission européenne et de la fin de la nomination, de fait, du président par trois ou quatre chefs d'Etat. Ne faudrait-il pas aussi créer une chambre dédiée à l'Eurozone ?

Il y a urgence à faire tout cela car les risques persistent et les périls reviennent avec la menace militaire russe. La Russie est un pays européen coopérant, mais qui est désormais dominé par la politique impériale tsariste de Vladimir Poutine, un pays devant affronter une menace écologique et également menacé économiquement.

Le besoin d'Europe est impérieux. ■

Henri Weber

LE 21 AVRIL 2002 AVAIT ÉTÉ UN COUP DE TONNERRE pour la France. Une fois Jacques Chirac élu avec plus de 80 % des suffrages exprimés au second tour, la classe politique était revenue à son train-train habituel. La nomination de Jean-Pierre Raffarin au poste de Premier ministre traduisait toute absence d'ambition.

Dans un premier temps, le score du Front national aux dernières élections Européennes a été qualifié de « séisme ». Quelques jours après, les commentateurs et certains hommes politiques ressortent les excuses habituelles : un fort taux d'abstention, des élections en fait sans enjeu véritable ou perçu, où les Français se sont défoulés... Bien sûr, la crise, la montée du chômage, la désindustrialisation ont aussi fait pencher la balance du mauvais côté. On pourrait parler « d'alignement des planètes », de conjonction de plusieurs faits improbables ayant entraîné ce résultat. Explications faciles et superficielles permettant à la classe politique de se rassurer elle-même et surtout de ne pas se remettre en cause.

Cet état d'esprit explique pourquoi, depuis 1995, le Parti socialiste erre de divines surprises (législatives de 1997, européennes de 2004 ou régionales de 2006 voire élection de François Hollande en 2012) en catastrophes imprévues et, donc, ressenties comme injustes (présidentielles de 2002 mais aussi municipales de 2014 ou européennes de 2009).

En réalité, la mutation actuelle a des causes profondes liées à l'incapacité des gouvernants actuels à comprendre la mutation du capitalisme et l'affaiblissement des réponses sociales démocrates traditionnelles. Cette incapacité à comprendre est à la fois la cause et l'effet de la sclérose des organisations politiques et syndicales.

Enfin, de façon plus conjoncturelle, la politique menée par les récents gouvernements a mêlé arrogance velléitaire et manque de professionnalisme qui ont contribué à fortement dévaloriser la parole politique et publique. Ceci a permis à un parti qui raconte n'importe quoi de devenir crédible. Comprendre est un pas dans le bon sens mais il faut aussi trouver des pistes pour faire rebondir la France et la République.

Une mauvaise lecture de l'évolution du capitalisme depuis 20 ans

Les Lumières (précédées par le cartésianisme et la Renaissance) et une volonté progressiste ont conduit à une vision positive de l'évolution technologique. Malgré les effroyables souffrances des ouvriers au

XIX^e siècle notamment, l'amélioration des conditions de vie a été générale (un indice certes réducteur comme l'espérance de vie le traduit bien). On a même pu assister à l'élargissement de l'accès à la démocratie et à la baisse de l'exploitation (parfois pour des raisons particulières comme les dividendes du communisme en Europe de l'ouest entre 1945 et 1990).

L'évolution technologique, beaucoup plus que la mondialisation ou plutôt en accentuant la mondialisation, conduit à un développement accéléré et non maîtrisé. Ceci génère une économie dont l'utilité sociale décroît fortement et une aliénation croissante (cf. la dépendance des jeunes générations à leur téléphone portable).

La gauche déplore souvent la croissance des inégalités : la reprise aux USA a été essentiellement captée par les 1 % les plus riches ; le reste de la population n'a pas vu de changement dans ses conditions de vie. Cette situation est aussi inhérente à l'évolution technologique où les gagnants raflent toute la mise¹. Il n'y a plus de place

pour les moyens, voire les bons : seuls les gagnants s'en sortent. Ceci crée des bulles financières et exacerbe l'individualisme, le narcissisme et la concurrence.

Les conséquences de ces fondamentaux économiques ont été bien décrites par Éric Maurin dans *Le Ghetto français* où les plus riches veulent rester entre eux et rejettent même les couches moyennes supérieures. Cet entre-soi est pratiqué en retour par chaque couche sociale par rapport à la couche directement inférieure².

Il est d'ailleurs intéressant de constater la recrudescence des émissions télévisées de jeux depuis sept-huit ans : il s'agit de divertir (au sens pascalien) les couches populaires que l'on espère calmer avec quelques allocations (RSA, APL...). Cette stratégie des

1. *Winners take it all* a été développé comme axe stratégique par des cabinets de conseil américains dans les années 1990. L'évolution technologique permet le développement de produits et de services recelant des leviers stratégiques très différents de ceux à l'œuvre dans les domaines où la France a excellé de 1970 à 2000 : TGV, nucléaire, Airbus...

Un certain nombre de produits (par exemple les réseaux sociaux) ont une dimension « culturelle » et grand public. En outre, la taille du marché français est très faible par rapport à celle des États-Unis ou de la Chine ce qui empêche l'émergence de champions français (sans parler des problèmes de financement).

2. Beaucoup d'analyses superficielles ou moralisatrices sont faites sur ce qui conduit des Français à voter pour le Front national, notamment dans les zones périurbaines. Il s'agirait de relégation ou d'absence de services publics. D'autres analyses, à confirmer, montrent une réalité différente. Il s'agit souvent de personnes qui n'appartiennent pas aux couches populaires (aussi bien les autochtones que les nouveaux-venus) et qui fuiraient des quartiers trop mélangés à leur goût. Ils cherchent donc à reconstituer un entre soi correspondant à leur situation sociale et à éviter la venue d'indésirables.

puissants ne date pas d'hier : le *panem et circenses* des Romains remplissait la même fonction.

Ces quelques touches confirment que le capitalisme a fortement changé en vingt ans et que des analyses fines doivent être réalisées pour trouver des réponses républicaines pertinentes.

La fin du socialisme réparateur³

Depuis les années 80, le Parti socialiste a abdiqué toute volonté d'imposer un système alternatif au capitalisme actuel. Sa stratégie a donc consisté à «réparer» les dégâts du capitalisme au niveau des collectivités locales, surtout lorsque le gouvernement était de droite.

Une des premières décisions du gouvernement Ayrault a été de rétablir la clause de compétence générale des collectivités.

Il s'agit donc de dépenser toujours plus d'argent public pour soulager les problèmes causés par le capitalisme. Cette stratégie ne fonctionne plus :

- les contraintes budgétaires limitent le développement de la dépense publique ;
- son efficacité peut être mise en cause. Par exemple, la politique du logement a un coût global important d'environ 40 milliards d'euros alors que de moins en moins de logements sont construits en France. Un état de pénurie est maintenu et beaucoup de subventions ou allocations (par ex. l'APL, aide personnalisée au logement) sont captées par les détenteurs de logements ou de foncier. La croissance du « pouvoir d'achat » via l'APL génère des loyers toujours plus élevés ;
- enfin, de plus en plus de personnes réclament de pouvoir vivre dignement du fruit de leur travail au lieu de devoir recourir à des aides. La grande majorité des agriculteurs sont dans cet état d'esprit.

Sur un plan plus général, il faut distinguer des cas de mutualisation ou d'assurance partagée pour faire face à certains aléas de la vie (maladie, chômage) ou bien des domaines critiques pour l'intérêt général comme l'éducation ou les fonctions régaliennes, qui relèvent de la puissance publique, d'autres domaines comme le logement où chacun devrait pouvoir gagner assez pour se loger décentement

La dépense publique ne doit pas être condamnée en tant que telle, et elle est nécessaire dans plusieurs domaines, mais son extension à l'infini s'avère peu efficace et contraire à la citoyenneté.

La dépréciation de la parole et de l'action publique

Depuis vingt-cinq ans, nous assistons à un affaiblissement graduel de la parole publique, en partie liée à

3. Ce socialisme «réparateur» n'a rien à voir avec le « care » qui avait suscité un débat au sein du PS il y a quelques années.

4. Arriver à ce but implique sans doute une régulation du marché et une intervention des pouvoirs publics mais très différente de celle pratiquée actuellement.

l'incapacité des dirigeants français à élaborer un projet mobilisateur pour notre pays⁵.

Au début de sa campagne pour les élections présidentielles, François Hollande a généré un tollé à droite pour avoir voulu «ré-enchanter le rêve français».

Il est évident que le gouffre entre son discours du Bourget et sa politique une fois élu contribue à décrédibiliser l'action publique. Qu'est-il advenu des promesses audacieuses de réformes fiscales ? Qui a bloqué ce projet ? Que sont devenues les anaphores «Moi, président...» après l'affaire Cahuzac ou lorsque l'on découvre que des parlementaires occupent des logements sociaux ?

On pourrait aussi lister les nombreux manques de rigueur ou de professionnalisme du gouvernement Ayrault. Qu'un discours préenregistré du président de la République après le «séisme» des dernières élections européennes comporte un lapsus majeur (générant un contresens évident ou un déni de réalité) en dit long sur la faiblesse des équipes entourant le président.

Ces maladresses ou ces approximations n'auraient qu'un impact limité si les récents gouvernements (y compris sous Sarkozy) ou les responsables de collectivités locales n'avaient torpillé deux des enjeux au potentiel le plus fécond : l'écologie et l'Europe.

Dans les deux cas, des politiques bureaucratiques et punitives ont endommagé l'image de ces domaines :

- Bien que l'Europe ait beaucoup apporté aux citoyens européens (la paix, un niveau de protection sociale décent, une certaine prise en compte de l'environnement, la forte croissance de l'espérance de vie...), le comportement notamment de la Commission a généré de la norme, de la contrainte, voire de l'insécurité sociale au lieu de proposer un projet porteur de sens et de développement.

La pression mise par certains gouvernements pour couper le budget européen (par exemple au niveau de l'aide aux plus démunis) n'a pas contribué à améliorer l'image de l'Europe auprès de ses citoyens.

Le discours de certains libéraux qui explique qu'il faut faire des compromis (donc des concessions) et que l'Europe ne peut pas être une France en grand est dévastateur pour l'image de l'Europe auprès de la population française. De plus en plus de Français pensent que tant qu'à souffrir, autant le faire dans un cadre français.

- L'écologie est essentiellement gérée de façon bureaucratique et punitive : taxes, interdictions... Vouloir limiter les déplacements automobiles à Paris peut se comprendre, mais beaucoup de mesures prises pénalisent les couches moyennes ou moyennes inférieures ou ceux qui travaillent et l'offre alternative en transport en commun est déficiente.

Une stratégie autre consisterait à convaincre les Parisiens à n'utiliser leur voiture que quand c'est indispensable.

5. Même si ce projet doit s'intégrer dans un projet européen et tenir compte des évolutions mondiales. Il est aussi évident que la faiblesse des dirigeants européens n'a pas permis d'imaginer un projet européen mobilisateur.

Ce genre de stratégie fondée sur le changement des comportements est beaucoup plus adaptée et durable mais elle demande du temps, de la concertation et de l'imagination.

Le recyclage des déchets pourrait être grandement amélioré grâce à une meilleure participation des citoyens (la France est en retard dans ce domaine par rapport aux pays européens les plus avancés).

Évolution des partis et des syndicats

Ces constats sont en phase avec la sclérose croissante des partis politiques de gauche et notamment du PS et des syndicats.

Les partis politiques sont essentiellement constitués d'élus ou de personnes espérant l'être. L'évolution du Parti socialiste en trente ans est caractéristique : la lutte des classes a été remplacée par la lutte des places, les camarades par des gens et les courants de pensée par des clans dont le but premier de certains est de tuer tout débat !

Le renouvellement des générations est souvent utilisé par certains caciques pour couper la tête à ceux qui pourraient menacer leur pouvoir et les militants associatifs sont dégoûtés et poussés vers la sortie.

Les partis ont donc un nombre très limité d'adhérents et la compétence de leurs dirigeants s'effrite d'année en année.

Malheureusement, les syndicats connaissent aussi des problèmes liés à l'histoire du syndicalisme Français mais aussi à leur impuissance croissante qui les conduit au repli sur soi et à l'ossification. Ils ont donc été souvent incapables d'accueillir les plus faibles, les précaires qui se trouvent de plus en plus isolés et en déshérence. Faute d'un encadrement suffisant, ces personnes se tournent de plus en plus vers le vote Front national⁶.

Conséquence

La France subit un choc économique d'une rare violence⁷ et son tissu économique et social se déchire de plus en plus.

En parallèle, les faiblesses et les manquements d'élites déboussolées ne permettent pas l'émergence d'un projet mobilisateur.

Ceci laisse donc un boulevard au Front national surtout avec la stratégie suivie par Marine Le Pen.

6. Cf. *Le Quai de Ouistreham*, de Florence Aubenas, et, pour des analyses approfondies sur la naissance et le développement de la classe ouvrière aux XVIII^e et XIX^e siècles, *Les Métamorphoses de la question sociale*, de Robert Castel.

7. Probablement le plus fort de son histoire hormis la crise de 1929. Il est intéressant de noter que des sociologues comme Louis Chauvel avaient analysé les craquements du tissu social dès le milieu des années 2000 donc avant le paroxysme de la crise. En 2005/2006, *Le Monde* a publié une série d'articles s'intitulant notamment : «Classes moyennes, le grand retournement», «Les nouvelles précarités», «Déclassement : quand l'ascenseur social descend», «Territoires : nouvelles mobilités, nouvelles inégalités».

Sans réaction forte des élites, la France pourrait rapidement se trouver en situation proto-fasciste comme en février 1934, notamment en liaison avec ce qui se passe en Europe centrale (voire au Danemark et en Finlande).

Comment réagir ?

Contre la dérive du corps social français vers le Front national nécessite donc d'aller au-delà des analyses aussi pertinentes soient-elles et des discours des moralisateurs (voter FN ne serait pas bien !) dont la portée s'amointrit chaque jour.

Il convient donc de réagir vigoureusement en tenant les deux bouts de la chaîne :

- proposer aux Français un projet mobilisateur ;
- tout en décrivant le chemin pour y arriver et en faisant preuve d'une mise en œuvre impeccable des mesures nécessaires. Une maîtrise exemplaire de la parole publique, notamment présidentielle, doit être instaurée.

La première étape concerne la nécessité d'une réaction forte de nos élites qui doivent retrouver la considération du peuple : elles doivent tout de suite redevenir vertueuses (au sens romain du terme). Les affaires Cahuzac ou Bygmalion, l'augmentation de 29 % des revenus de Monsieur Gattaz... doivent appartenir au passé.

La France possède encore de nombreux atouts et une image et des valeurs admirées dans de nombreux pays. En outre, les Français ont prouvé dans leur histoire leur capacité à faire face à des situations dramatiques, à se mobiliser et à faire des sacrifices. La situation actuelle demandera des sacrifices. Le seul souci du gouvernement est qu'ils soient « équitablement » répartis. Il serait beaucoup plus efficace de les mettre en perspective et de les relier à un grand dessein pour la France et l'Europe.

Le projet français doit être de redonner espoir et confiance aux Français et de maintenir le rayonnement de la France à l'extérieur⁸. Ceci ne pourra être fait qu'avec pour but principal de ne laisser personne au bord du chemin.

Il faudra donc approfondir la République et relancer l'économie en cultivant nos atouts (et en tenant compte des évolutions du capitalisme et de la technologie décrites précédemment). On s'apercevra alors que l'Europe et la transition écologique sont des atouts et non des obstacles et qu'une des conditions sine qua non de la réussite de ce projet sera de faire le pari de l'intelligence collective des Français⁹. ■

Michel Cabirol, coprésident

8. Pas dans une logique impériale mais pour continuer à promouvoir les valeurs qui nous sont chères en liaison avec les démocrates ou les progressistes de tous pays.

9. L'Europe désirée ne sera plus celle qui impose des efforts sans résultats à ses peuples ni celle où la Commission négocie en cachette le Traité de libre-échange transatlantique. Il est à noter que les Japonais ont récemment refusé de signer un traité similaire avec les États-Unis.